

**MINISTÈRES
SOCIAUX***Liberté
Égalité
Fraternité***ÉVALUATION DU LABEL ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE.****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

Numéro de consultation : PRA025932

Procédure de passation : Procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique.



Table des matières

Article 1	ACHETEUR	4
Article 2	DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES.....	4
Article 3	DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ.....	4
3.1	OBJET DU MARCHÉ	4
3.2	ALLOTISSEMENT	5
3.3	PROCEDURE DE PASSATION	5
3.4	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
3.5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
3.6	LIEU D'EXECUTION.....	6
3.7	DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHÉ	6
3.8	REPRESENTATION DES PARTIES	7
3.8.1	Représentation du pouvoir adjudicateur	7
3.8.2	Représentation du titulaire.....	7
3.9	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	7
3.10	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
3.10.1	Obligation de conseil	8
3.10.2	Obligation d'information	8
3.10.3	Obligation de confidentialité	8
3.11	INTERVENTION DU PERSONNEL SUR SITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
3.11.1	Mesures de sécurité	8
3.11.2	Remplacement des intervenants	9
3.11.3	Exigences relatives aux prestations.....	9
3.12	SOUS-TRAITANCE	9
3.13	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	10
3.14	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
3.15	PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
3.16	CLAUSE DE REEXAMEN	15
Article 4	PRIX DU MARCHÉ	16
4.1	PRIX DU MARCHÉ.....	16
4.2	AVANCES.....	17
4.3	RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT.....	17
4.4	CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	17

4.5	INTERETS MORATOIRES	17
4.5.1	<i>Modalités de facturation</i>	18
4.5.2	<i>Modalités de transmission des factures</i>	18
4.5.3	<i>Taux de TVA</i>	20
4.5.4	<i>Monnaie</i>	20
Article 5	PILOTAGE DU MARCHÉ	20
5.1	PILOTAGE DU MARCHÉ.....	20
5.2	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	20
5.2.1	<i>Durée et délais d'exécution des prestations</i>	20
5.3	PENALITES.....	20
5.3.1	Plafonnement et exonération des pénalités	21
5.3.2	Seuil d'exonération des pénalités	21
5.4	LANGUE.....	21
5.5	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	22
5.5.1	Opérations de contrôle	22
5.5.2	Opérations de vérification	22
5.5.3	Décisions après vérification	22
5.5.4	Admission	22
5.5.5	Ajournement.....	22
5.5.6	Réfaction	23
5.5.7	Rejet	23
5.6	ASSURANCES	23
5.7	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	23
Article 6	RESILIATION	24
6.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ.....	25
6.2	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ	25
6.3	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	25
Article 7	LITIGES ET CONTENTIEUX	25
Article 8	DEROGATION AU CCAG.....	26

Article 1 ACHETEUR

Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

Direction des Finances, des Achats et des Services
Sous-direction des achats et du développement durable

Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE)

Dénommés les Ministères Sociaux, sis 78-84, rue Olivier de Serres, 75015 PARIS, représentés par Monsieur Jean-Benoît DUJOL ou son représentant.

Article 2 DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Les ministères sociaux sont engagés dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, ils sont attentifs dans le choix de leurs contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Au-delà du respect de ces dispositions, les ministères sociaux sont également sensibles aux actions conduites par leurs prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dans ce cadre, un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sera envoyé au(x) société(s) retenue(s) dans les jours suivant la notification du marché.

Ce questionnaire devra être complété et renvoyé dans le mois suivant sa réception à l'adresse suivante :

Ministères sociaux
Direction des finances, des achats et des services
Sous-direction des achats et du développement durable
78/84 rue Olivier de Serres, Tour Olivier de Serres
75015 Paris 15 SP
Ou par courriel à DFAS-DADD-RESEAU-ACHAT@sg.social.gouv.fr

Article 3 DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**3.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet l'évaluation du dispositif du label Egalité professionnelle, après vingt ans d'existence.

Ce marché consiste en une étude portant sur 2 volets complémentaires – l'analyse de la pertinence du label d'une part et de la gouvernance du label d'autre part – qui doit aboutir à la formulation de recommandations et de scénarios d'évolution possibles du label.

3.2 ALLOTISSEMENT

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti, en l'absence d'identification de prestations distinctes.

3.3 PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Le présent marché porte sur des prestations intellectuelles (CCAG-PI).

Code CPV principal :

79311000	Services d'études
----------	-------------------

Codes CPV secondaires :

79311200	Services de réalisation d'enquêtes
79311300	Services d'analyses d'enquêtes

3.4 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est mono-attributaire.

Il est conclu à prix mixtes, à savoir à prix forfaitaires pour les prestations indiquées dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et à prix unitaires pour les prestations indiquées dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Pour sa part unitaire à bons de commande, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 15 000 € HT sur la durée totale du marché. A titre indicatif et non-contractuel, le montant estimatif pour la part à bons de commande est de 10 000 € HT sur la durée totale du marché.

Dès lors que le montant maximum total de la partie à bons de commande est atteint, le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets, **UNIQUEMENT EN CE QUI CONCERNE LA PARTIE A BONS DE COMMANDE**, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

3.5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une durée prévisionnelle de 12 mois.

La fin du marché interviendra à l'issue de la présentation orale du rapport final, conformément à l'article 8 du CCTP.

Le marché n'est pas reconductible.

3.6 LIEU D'EXECUTION

Les prestations prévues dans le cadre du présent marché public seront réalisées selon les modalités prévues à l'article 7 du CCTP.

Ainsi, la réunion de démarrage avec le Comité de pilotage se fera en présentiel dans les bureaux de la DGCS.

Les réunions de restitution en présence du Comité de pilotage se feront de préférence en présentiel dans les bureaux de la DGCS :

- Réunion de restitution avec présentation orale du rapport intermédiaire ;
- Réunion de restitution avec présentation orale du pré-rapport final de l'étude.

La réunion de restitution du rapport final avec présentation orale de l'étude se fera en présentiel dans les bureaux de la DGCS.

Les réunions de suivi et de validation avec le Comité technique se feront en distanciel.

L'enquête (type sondage) destinée aux organismes labellisés/anciennement labellisés/jamais labellisés sera faite par voie dématérialisée.

Les entretiens semi-directifs individuels ou collectifs seront réalisés en distanciel.

3.7 DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières :
 - o Le bordereau des prix unitaires (BPU)
 - o la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - o Annexe 1 au CCAP : clauses RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 au CCTP : les 3 cahiers des charges du label
 - o Annexe 2 au CCTP : le glossaire des cahiers des charges
 - o Annexe 3 au CCTP : la synthèse des évolutions des cahiers des charges initiaux
 - o Annexe 4 au CCTP : la liste des organismes labellisés Egalité professionnelle
 - o Annexe 5 au CCTP : le dossier de candidature au label
 - o Annexe 6 au CCTP : l'organigramme du SDFE / DGCS
 - o Annexe 7 au CCTP : le règlement intérieur de la commission nationale du label
 - o Annexe 8 au CCTP : l'arrêté de création du label
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché.

Les seuls originaux, détenus au sein des services de l'administration, font foi en cas de litige.
Les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

3.8 REPRESENTATION DES PARTIES

3.8.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

En application de l'article 3.3 du CCAG-PI, dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'administration informe le titulaire de toute modification à ce sujet dans les meilleurs délais.

3.8.2 Représentation du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG-PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. En cas de non- respect de cette disposition, les pénalités prévues au CCAP s'appliquent.

3.9 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes celles qui s'appliqueraient en cours d'exécution du marché.

3.10 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Généralités

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du

cahier des charges.

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, modalités et conditions de prise en charge financière prévus dans les documents contractuels du présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

3.10.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

3.10.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

3.10.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

3.11 INTERVENTION DU PERSONNEL SUR SITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.11.1 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

3.11.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant, qui doit être de niveau au moins équivalent à la personne remplacée, est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence, le titulaire procède alors au remplacement des intervenants **dans le délai 15 jours maximum** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.11.3 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

Les exigences relatives à chaque prestation sont décrites dans le CCTP.

3.12 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En cas d'intervention d'un sous-traitant non déclaré, les pénalités prévues à l'article 4.3 du présent CCAP s'appliquent.

Tâches essentielles :

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

3.13 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant dans le marché, objet de la présente consultation, des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Le titulaire doit mettre en œuvre et effectuer un suivi d'exécution précis à l'acheteur sur les moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution du marché.

Un rapport en matière de sobriété numérique devra être communiqué dans un délai de 15 jours ouvrés après la date de fin du marché (jour de la présentation du rapport final).

3.14 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Préambule - Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1) Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché les données à caractère personnel nécessaires aux prestations suivantes :

- La nature des opérations réalisées sur les données est : collecte des noms, prénoms des personnes et de leurs coordonnées professionnelles, évoqués lors des signalements et des suites données (agents signalants ou agents objets du signalement ou agents désignés au cours du signalement).
- Les données à caractère personnel traitées sont :
 - Nom
 - Prénom

- Fonction
- Structure
- Adresse électronique professionnelle
- Numéro de téléphone professionnel
- Les catégories de personnes concernées sont : les personnes répondant aux enquêtes et entretiens menés par le titulaire dans le cadre de l'évaluation.
- Pour l'exécution des prestations, du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire : des fichiers et registres électroniques comprenant les données personnelles susmentionnées des personnes physiques susceptibles d'être interrogées par le titulaire du marché.

2) Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du présent marché ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans le CCTP du présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

3) Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

4) Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

5) Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel immédiatement après en avoir pris connaissance par courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques :

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la

violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

6) Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience
- constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et
- l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures
- techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7) Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

8) Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

9) Registre des données

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte

de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10) Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

11) Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel » ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

3.15 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire s'engage à fournir des documents entièrement libres de droit.

La nature, le contenu ainsi que les résultats des études réalisées demeurent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur, qui pourra les exploiter et les faire exploiter par tous moyens de son choix sans que leurs auteurs puissent se prévaloir d'un quelconque droit.

Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel et pour le compte de tiers, directement ou indirectement, en tout ou partie, et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus sans en avoir demandé l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur ne concède pas au titulaire une autorisation d'utilisation des résultats de la prestation pour ses propres besoins.

3.16 CLAUSE DE REEXAMEN

Par dérogation à l'article 25 du CCAG PI, les dispositions suivantes s'appliquent.

Le présent marché peut prévoir la poursuite de l'exécution des prestations après prise en compte des modifications suivantes :

- Pour acter l'évolution du calendrier d'exécution du marché initial,
- Lorsque le titulaire est susceptible de proposer, en cours d'exécution, une amélioration technique des prestations à assurer ou qui n'étaient pas prévus lors de la remise initiale de son offre, sans toutefois que l'objet du contrat et les besoins à assurer pour le compte du pouvoir adjudicateur n'emportent modification. Ces propositions d'amélioration ou d'innovation doivent entrer dans le cadre de l'objet du présent marché, et n'emportent aucune incidence financière,
- Lorsque le titulaire est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectes à la réalisation des prestations notamment de l'équipe cœur, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice d'actualisation des prix ;
- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Pour ces changements, un certificat administrateur signé par le représentant du pouvoir adjudicateur suffit.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;

- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

Toute modification non prévue par la présente clause devra faire l'objet d'un examen conjoint des parties pour déterminer si elle nécessite un avenant ou si elle peut être mise en œuvre selon une autre modalité prévue ci-dessus.

Article 4 PRIX DU MARCHÉ

4.1 PRIX DU MARCHÉ

Les prestations sont rémunérées selon la forme de prix mixte : à prix forfaitaires, tels que détaillés dans la DPGF et à prix unitaires tels qu'indiqués dans le BPU du titulaire.

Les prix sont fermes.

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Forme de prix	Prestations	Annexes financières	Montant maximum sur la durée totale du marché	Type de prix
Prix mixte	A prix forfaitaire	DPGF		Ferme
	A bon de commande	BPU	15 000 € HT	Ferme

Dans le tableau ci-dessus :

« BPU » = « bordereau des prix unitaires »,

« DPGF » = décomposition des prix globale et forfaitaire »

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé l'acte d'engagement.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

4.2 AVANCES

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG de référence a été retenue.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités des articles R. 2191-7 et suivants du code de la commande publique, le cas échéant sur la base du montant du bon de commande annuel.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 à R2191-12 du code de la commande publique.

4.3 RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

4.4 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

4.5 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

4.5.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Toute facture reçue par l'administration avant cette validation définitive sera rejetée.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le nom et l'adresse du créancier ;
- 4° Le numéro du compte bancaire ou postal du créancier, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- 5° Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- 6° La référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- 7° Le numéro et la date du marché ;
- 8° Le numéro de facture ;
- 9° Le numéro SIRET ;
- 10° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 11° Le mois au titre duquel les prestations sont effectuées ;
- 12° La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- 13° Le lieu précis d'exécution de la prestation ;
- 14° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- 15° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 16° Le montant total hors taxes (avec deux chiffres après la virgule) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 17° Le montant total TTC ;
- 18° Le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- 19° Le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique).

En cas de cotraitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

4.5.2 Modalités de transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du Code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- En utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser au support Chorus pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs concernés (micro entreprises) d'adresser leurs factures par courrier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

**Ministère des solidarités et de la santé
SCBCM des Ministères sociaux
78/84 rue Olivier de Serres
75739 Paris cedex**

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux :

estelle.thiebaut@cbcm.social.gouv.fr
vy-dan.delpech@cbcm.social.gouv.fr
stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr

4.5.3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

4.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 5 PILOTAGE DU MARCHÉ

5.1 PILOTAGE DU MARCHÉ

Le pilotage du marché est décrit à l'article 9 du CCTP.

5.2 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.2.1 Durée et délais d'exécution des prestations

Les prestations objet du contrat sont exécutées conformément aux délais indiqués à l'article 8 du CCTP.

5.3 PENALITES

Par dérogation l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont applicables de plein droit, après invitation à présenter des observations préalables.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Nature	Objet	Pénalité
Pénalités relatives aux obligations du CCAP		
Pénalité liée à l'obligation de confidentialité	En cas de non-respect des obligations prévues au CCAP relatives à l'obligation de confidentialité, il sera appliqué une pénalité de 5 000 euros par constatation.	

Pénalité pour le remplacement d'un intervenant	En cas de non-respect du délai imparti pour présenter un remplaçant, il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 50 € par jour ouvré de retard.
Pénalité en cas de non-respect de la clause environnementale	En cas de retard dans la transmission du rapport lié à la sobriété numérique, il sera appliqué une pénalité égale à 50 € par semaine de retard.
Pénalités liées au RGPD et au traitement des données à caractères personnel	En cas de non-respect des obligations prévues au CCAP relatives au traitement des données à caractère personnel, il pourra être appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire égale à 500 € par obligation non respectée.
Pénalité pour non-respect des droits de propriété intellectuelle	En cas de non-respect des obligations prévues au CCAP relatives aux droits de propriété intellectuelle, il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 500 € par obligation non respectée.
Pénalités pour non-transmission du contrat de sous-traitance	A défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 000 € par infraction constatée. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.
Pénalités relatives aux obligations du CCTP	
Pénalité pour non-respect des délais de transmission des livrables	En cas de retard dans la remise des livrables prévues au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.
Pénalité pour non-respect de la conformité des livrables	En cas de non-respect des obligations de forme prévues au CCTP, il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 100 € par obligation non respectées.
Pénalités pour indisponibilité lors des réunions du comité technique et du comité de pilotage	En cas d'annulation ou de report d'une réunion prévue au CCTP à moins de 5 jours calendaires de la date initialement prévue, une pénalité forfaitaire de 200 € par constatation est appliquée au titulaire.

5.3.1 Plafonnement et exonération des pénalités

Cet article déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-PI.

Le montant total des pénalités encourues annuellement est plafonné à 20 % du montant global du marché.

5.3.2 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de paiement des pénalités

5.4 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

5.5 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.5.1 Opérations de contrôle

Les conditions des opérations de contrôle sont fixées par les dispositions du CCTP.

5.5.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification s'effectuent conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

5.5.3 Décisions après vérification

Les décisions de réception, ajournement, réfaction et rejet s'appliquent conformément à l'article 29 du CCAG-PI. En application de l'article 28.2 du CCAG-PI, le bénéficiaire doit accomplir les formalités de vérification de service fait dans un délai de deux mois à compter de la fin de la prestation et de la remise des livrables, tels qu'ils sont décrits dans le CCTP.

5.5.4 Admission

Le bénéficiaire prononce l'admission des prestations, si elles répondent et sont conformes aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

5.5.5 Ajournement

Lorsque le bénéficiaire estime que les livrables terminés ne peuvent être admis en paiement que moyennant certaines mises au point ou compléments, il peut décider d'ajourner leur admission par une décision motivée, qu'il communique au titulaire par tout moyen permettant de s'assurer de la date d'envoi de sa décision.

La décision invite le titulaire à modifier les prestations, ou à apporter les compléments demandés, dans **un délai de sept jours calendaires** à compter de sa date d'envoi par tout moyen permettant de s'en assurer.

La décision d'ajournement a pour effet de suspendre le délai de vérification (2 mois) ; il se remet à courir à l'issue des quinze jours laissés pour répondre. Elle n'est pas définitive, tant que le délai n'a pas expiré ou que le titulaire n'a pas répondu.

En cas de silence du titulaire, passé ce délai, le bénéficiaire a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles ci-après. Il notifie sa décision au titulaire par tout moyen permettant de s'assurer de la date d'envoi de son courrier ou courriel.

Si le titulaire répond de manière satisfaisante, dans le délai imparti, le bénéficiaire peut prononcer leur admission à titre définitif.

Si le titulaire ne répond pas de manière satisfaisante, dans le délai imparti, le bénéficiaire peut prononcer leur rejet à titre définitif, ou pratiquer une réfaction, comme indiqué ci-dessous.

5.5.6 Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Ainsi, en cas d'évaluation non satisfaisante du prestataire une réfaction pourra être appliquée.

La réfaction ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le bénéficiaire dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le bénéficiaire est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

5.5.7 Rejet

Lorsque le bénéficiaire estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations, dans un délai de 1 mois. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

5.6 ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

5.7 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Article 6 RESILIATION

L'administration peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

En application de l'article 39 du CCAG-PI, en cas de non-respect des obligations relatives à la confidentialité, l'acheteur peut résilier le marché.

En cas de manquements répétés, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché pour faute du titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité.

En application de l'article 39.1 n) du CCAG-PI, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 8 jours calendaires, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation fondée sur les dépenses qu'il a engagées pour

l'exécution du marché et qui n'auraient pas été prises en compte dans le montant des prestations payées.

En cas de défaillance, l'acheteur pourra faire exécuter aux frais et risques du titulaire les prestations concernées dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI.

6.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ

Le présent marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public dans les conditions définies à l'article 37 du CCAG-PI.

6.2 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ

Le marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché dans les conditions définies à l'article 38 du CCAG-PI.

La résiliation consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

6.3 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 39 du CCAG-PI ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCAP / CCTP ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable.

En cas de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement l'accord-cadre, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

Article 7 LITIGES ET CONTENTIEUX

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG-PI.

La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

Article 8 DEROGATION AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
3.7	4.	Documents contractuels du marché
3.11.2	3.4.3	Remplacement des intervenants
3.16	25	Clause de réexamen
5.3	14.1.1	Pénalités
5.3.1	14.1.2	Plafonnement et exonération des pénalités
5.3.2	14.1.3	Seuil d'exonération des pénalités
6	40	Résiliation